

Appel pour le samedi 25 mai

Depuis 4 ans, la droite et l'extrême droite française, comme dans de nombreux pays du monde, ont fait des personnes trans leur nouvelle cible. Leur travail méthodique de harcèlement médiatique aboutit aujourd'hui à des propositions de loi transphobes, portées par Les Républicains et le Rassemblement national, au Sénat et à l'Assemblée. Ces attaques visent à faire reculer les droits des personnes trans, acquis de haute lutte et à force de travail du mouvement trans. Derrière les enfants trans, c'est toutes les transitions qui sont visées, mais c'est aussi le droit à disposer de son corps, à l'IVG, à la PMA et à la contraception ou d'un traitement contre le VIH, à être accueilli·e dans de bonnes conditions et respecté·e par les professionnels de santé.

Protégeons les enfants ! Contre les prétentions des activistes anti-trans, c'est bien le mouvement trans, et le mouvement LGBTI et féministe en général, qui défendent les droits des enfants, notamment quand ceux-ci sont victimes de harcèlement et de violences.

Mon corps, mon choix ! Les droits reproductifs et la garantie de l'autonomie corporelle ne sont pas des options, mais des droits fondamentaux à sauvegarder. Ces droits incluent l'accès à la santé sexuelle, à la contraception et à l'avortement, à la liberté de vivre sa sexualité et à l'autodétermination de son sexe.

Pas de santé trans sans les personnes trans ! C'est la communauté trans qui constitue le premier vivier d'expert·es en matière de transition, qui a formé médecins et accompagnant·es, qui garantit l'accès aux hormones dans les nombreux cas où le système médical est défaillant, qui fait avancer les connaissances. Nous n'avons pas besoin d'être mis·es sous tutelle.

Pas de santé trans sans les personnes trans de nationalité étrangère ! Les textes réprimant les personnes étrangères, notamment la loi « Asile et Immigration », précarisent particulièrement les personnes trans, les éloignent du système de santé et de l'accès aux transitions médicales, favorisent le développement de discriminations et les violences transphobes. Santé gratuite pour tou·tes !

Face à ces attaques sur nos droits, nous avons besoin d'une large unité du mouvement social et des associations, syndicats et organisations politiques. Les mobilisations du 5 mai ont montré toute la force de notre solidarité face aux attaques anti-trans. Aujourd'hui, nous ne devons plus nous contenter du *statu quo*. Face à la transphobie, les droits des personnes trans doivent non seulement ne pas reculer, ils doivent progresser : accès au changement de la mention de sexe et du prénom à l'état civil libre et déjudiciarisé, garantie d'accès remboursée à toute forme de transition médicale et aux médicaments, financement de la recherche, lutte contre les violences, réels moyens pour les services publics, garantie réelle de dépsychiatisation... Les chantiers sont nombreux. Il ne suffit pas que nous ne retournions pas vingt ans en arrière : il faut que nous arrêtions d'être vingt ans en retard.

Rendez-vous le 25 mai à 17h Place Louis Pradel pour une manifestation trans et allié·e·s.

Riposte Trans Lyon